

INTENSITÉ DE LA POLITIQUE SOCIALE

Assurer un revenu minimum, socle de base permettant l'émancipation de chacun

Part de la population couverte par le Revenu de solidarité active

La part des populations couvertes par le Revenu de solidarité active (RSA) permet d'apprécier le niveau de précarité sociale sur les territoires. Le RSA assure un rôle de minimum social (RSA socle) pour les ménages dont les ressources sont jugées insuffisantes. Le seuil de revenu en deçà duquel un ménage peut bénéficier de ce dispositif est fonction de sa composition et il est revalorisé chaque année selon l'inflation.

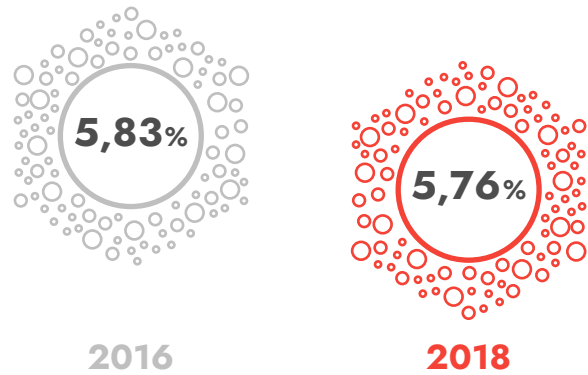
Une population couverte par le RSA globalement en augmentation et particulièrement élevée dans les DROM

Les contrastes entre régions

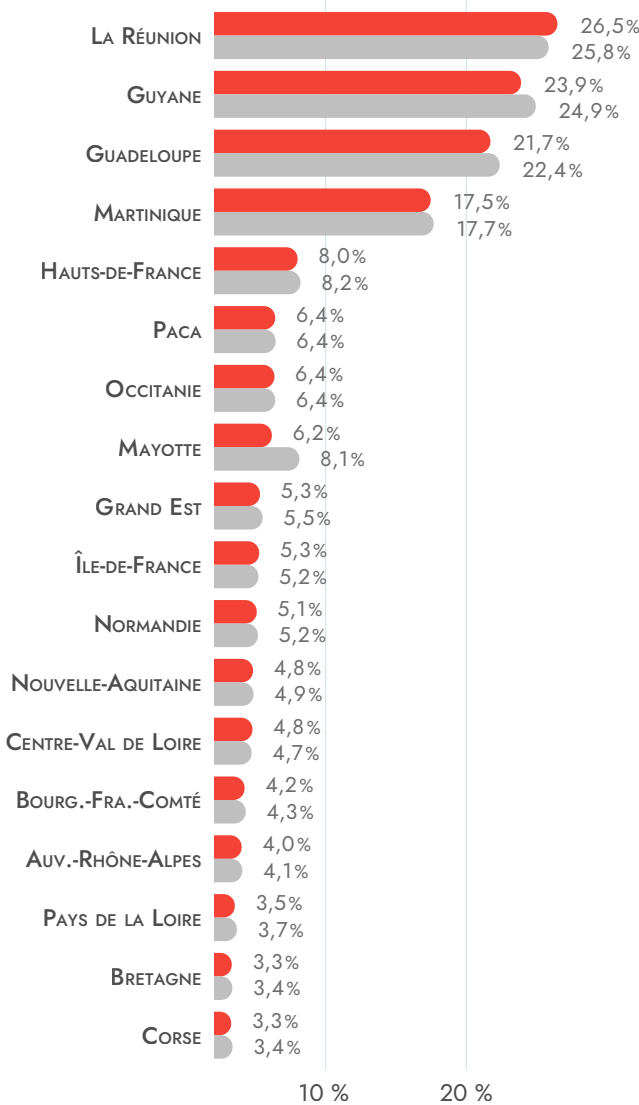
Le nombre de foyers bénéficiant du RSA socle est de 1,9 million en France au 31 décembre 2018. Il est en augmentation de 1% par rapport à 2017 après deux années de baisse (4,2% en 2016 et 0,5% en 2017) et une vive augmentation depuis le début de la crise de 2009 et la mise en place de ce dispositif en remplacement des précédents (revenu minimum d'insertion, allocation parent isolé,...). Il revient donc un peu en deçà de son niveau atteint fin 2016. La part de la population couverte par le RSA (les allocataires, leurs conjoints et enfants à charge) représente, en 2018, 5,7% de la population française. Fin 2011, cette part était de 5,1 %. Cette évolution s'explique en grande partie par l'augmentation de la pauvreté en lien avec celle du chômage et, pour une plus faible partie, de la revalorisation du plafond de ressources permettant à davantage de personnes de bénéficier du RSA socle.

Dans les DROM, la part de la population couverte par le RSA est très importante : près du quart, avec toutefois des écarts importants entre DROM, en lien avec des indicateurs sociaux et économiques très dégradés (taux de chômage supérieurs à 20 % et des taux de pauvreté qui s'élèvent par exemple à 38,3% à La Réunion et 28,6% en Martinique). En métropole, les régions les plus touchées par le chômage (Hauts-de-France, Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur) sont aussi celles où la part de la population couverte par le RSA est la plus forte (respectivement 8%, 6,4% pour les deux régions méditerranéennes). Ce n'est pas le cas de la Corse où le taux de chômage en 2018 atteint 9,3% alors que la part de la population couverte par le RSA est très faible (3,3%). Les contrastes entre régions ont augmenté : l'écart entre la région présentant la part la plus élevée (26,4% La Réunion) et celle présentant la part la plus faible (3,3% Corse) est passé de 22,5 points de pourcentage en 2016 à 23,2 en 2018.

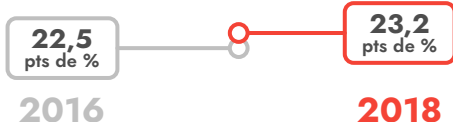
EN FRANCE



DANS LES RÉGIONS



Évolution des écarts entre les régions extrêmes

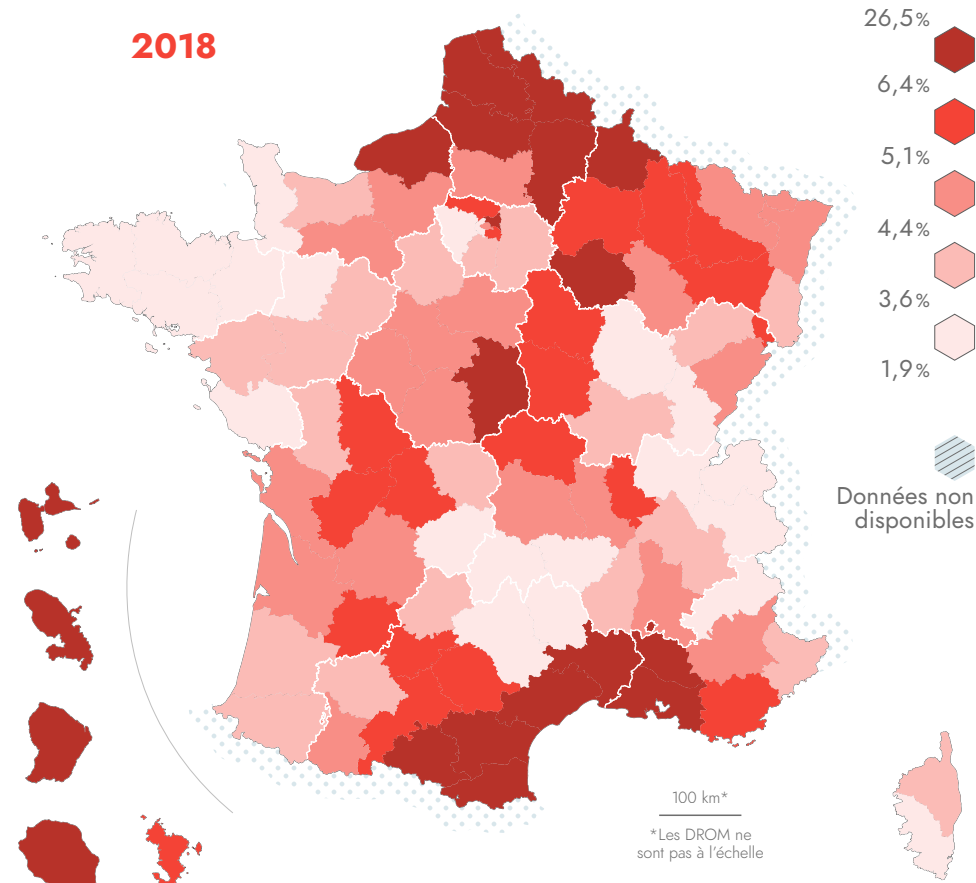


Les contrastes entre les départements

Dans un contexte de baisse de la part de la population couverte par le RSA en France entre 2016 et 2018, le rapport interdécile de cet indicateur a augmenté entre ces deux années. Les départements de métropole qui ont les parts de bénéficiaires les plus faibles (Jura, Corse-du-Sud, Corréze, Vendée...) ont en effet connu une baisse plus nette que les départements où cette part est importante (Hérault, Bouches-du-Rhône, Gard, Pas-de-Calais, Pyrénées-Orientales).

Sources : CNAF - IGN
Réalisation : ANCT padt 2020

DANS LES DÉPARTEMENTS



Évolution des disparités entre les intercommunalités

